Chili: la longue résistance mapuche

16-09-2007

Le peuple mapuche, son histoire, sa culture, ses luttes, ont été couverts par un voile de silence. Le peu de nouvelles qui viennent du sud du Chili sont presque toujours liées à la répression ou à des dénonciations de « terrorisme » de la part de l’État chilien. En dépit de l’isolement social et politique, réduits à une pénible survie dans les zones rurales et aux emplois précaires et mal payés dans les villes, ils continuent de résister aux multinationales forestières et aux centrales hydroélectriques, ils cherchent à maintenir vivantes leurs traditions.

par Raúl Zibechi 12 septembre 2007« Je suis considéré par l’État chilien comme un délinquant parce que je défends ma famille et mes terres », déclare Wajkilaf Cadin Calfunao, 25 ans, membre de la communauté Juan Paillalef, dans la IXe Région [1], l’Araucanie, dans une brève lettre qu’il nous a fait parvenir de la prison de haute sécurité de Santiago, où les gardiens ne nous ont pas permis d’entrer pour des raisons bureaucratiques. À peu de choses près, d’autres prisonniers mapuches disent la même chose. José Huenchunao, un des fondateurs de la Coordinadora Arauco Malleco (CAM), incarcéré le 20 mars dernier, a été condamné à dix années de prison pour avoir participé à l’incendie de machines forestières.« Les prisons sont un lieu de châtiment que l’État chilien et ses exécutants politiques et judiciaires ont destiné à ceux qui luttent ou représentent le peuple-nation mapuche », écrivit Huenchunao le 21 mars de la prison d’Angol [2]. Hector Llaitul, 37 ans, dirigeant de la CAM, détenu le 21 février sous les mêmes charges que Huenchunao, a commencé une grève de la faim pour dénoncer le montage politico-judiciaire à son encontre. La majeure partie des plus de 20 prisonniers mapuches ont eu recours à la grève de la faim pour dénoncer leur situation ou pour exiger leur transfert dans des prisons proches de leurs communautés.Comme presque tous les dirigeants mapuches, Llaitul met l’accent sur le problème des entreprises forestières : « La Forestal Mininco est avec l’entreprise hydroélectrique ENDESA, un de nos principaux adversaires. Elles ont changé de politique. Il ne s’agit plus d’user purement de la violence. Elles sont en train de diversifier la répression : elles étudient les zones où elles opèrent et mettent en place des plans adaptés à chaque zone (propagande, cours et autres), souvent financés par la Banque Interaméricaine de Développement (BID) dans le but de créer un cercle de sécurité autour de leurs propriétés. Elles arment les petits paysans et les clubs de chasse et de pêche pour qu’ils forment des comités de surveillance (légaux au Chili) afin de se défendre des ’mauvais voisins’. Ils tentent ainsi d’isoler ceux qui luttent » [3].« Ma communauté a été fortement réprimée puisque tous les membres de ma famille sont en prison (maman, papa, frère, tante, etc.) », signale Calfunao dans sa lettre, et il décrit comment les terres de sa communauté ont été « volées » par les entreprises forestières et le ministère des Travaux publics, vol avalisé par les tribunaux qui ne respectent pas « notre droit consuétudinaire et nos coutumes juridiques ». Il est accusé d’enlèvement pour avoir réalisé un barrage routier, de désordres sur la voie publique et de la destruction de pneus d’un camion forestier qui transportait du bois de la région mapuche. Toute activité que réalisent les communautés pour empêcher que les entreprises forestières continuent à voler leurs terres, est traitée par l’État chilien au moyen de la législation « anti-terroriste » héritée de la dictature d’Augusto Pinochet.Au sud du fleuve Bío BíoEn arrivant à Concepción, à 500 kilomètres au sud de Santiago, par l’étroite vallée entre la cordillère des Andes et le Pacifique, couverte de cultures fruitières qui ont fait du Chili un important agro-exportateur, le paysage commence à se modifier brusquement. Les cultures forestières enveloppent champs et collines. Les autoroutes se transforment en chemins qui montent en serpentant la montagne et se perdent entre les pins. A l’improviste, une dense et épaisse fumée blanche annonce une usine à papiers, toujours entourée d’immenses et étendues cultures vertes.Lucio Cuenca, coordinateur de l’Observatoire Latino-Américain des Conflits Environnementaux (OCLA, Observatorio Latinoamericano de Conflitos Ambientales) explique que le secteur forestier croît à un rythme annuel supérieur à 6%. « Entre 1975 et 1994 les cultures ont augmenté de 57% », ajoute t-il. Le secteur forestier représente plus de 10% des exportations ; pratiquement la moitié va vers des pays asiatiques. Plus de deux millions d’hectares de plantations forestières se concentrent dans les régions V et X, terres traditionnelles des mapuches. Le pin constitue 75% et l’eucalyptus 17%. « Mais presque 60% de la surface plantée appartient à trois groupes économiques », affirme Cuenca.Expliquer une pareille concentration de la propriété nécessite - comme dans presque tous les domaines dans ce Chili hyper-privatisé - de porter un regard sur les années 70, et tout particulièrement sur le régime de Pinochet. Durant les années 60 et 70, les gouvernements démocrate-chrétien et socialiste mirent en oeuvre une réforme agraire qui rendit des terres aux mapuches et développa la création de coopératives paysannes. L’État participa activement à la politique forestière tant dans les cultures que dans le développement de l’industrie.Cuenca explique ce qui est arrivé sous Pinochet : « La dictature militaire réalisa ensuite une contre-réforme modifiant tant la propriété que l’usage de la terre. Dans la seconde moitié des années 70, entre 1976 et 1979, l’État céda à des privés ses six principales entreprises de la zone : Celulosa Arauco, Celulosa Constitución, Forestal Arauco, Inforsa, Masisa et Compañia Manufacturera de Papeles y Cartones, qui furent vendues à des entreprises pour 78% de leur valeur ».Le pinochétisme marque la différence : l’industrie forestière au Chili est aux mains de deux grands groupes privés nationaux, dirigés par Anacleto Angelini et Eleodoro Matte. Dans le reste du continent l’industrie est aux mains de grandes multinationales européennes ou états-uniennes. C’est là que la nationalité des propriétaires n’a pas la moindre importance. Au Chili, seulement 7,5% des plantations forestières sont détenues par de petits propriétaires, alors que 66% appartiennent à de grands propriétaires qui possèdent un minimum de mille hectares de forêt. Le Groupe Angelini a à lui tout seul 765 000 hectares, alors que le groupe Matte dépasse le demi million.« Les régions où se développe ce lucratif commerce - poursuit Cuenca - sont devenues les plus pauvres du pays ». Alors qu’Angelini est un des six hommes les plus riches d’Amérique latine, dans les régions VIII et IX la pauvreté dépasse les 32%, l’indice le plus élevé du pays. « Les bénéfices ne sont pas redistribués et rien ne reste dans la région, si ce n’est la surexploitation, la pollution, la perte de diversité biologique et culturelle et, bien sûr, la pauvreté », conclut le coordinateur de l’OLCA.Pour les mapuches,

l’expansion forestière signifie leur mort en tant que peuple. Chaque année, la frontière forestière progresse de 50 000 hectares. En plus de se voir littéralement noyés par les cultures, ils commencent à manquer d’eau, il y a des changements dans la flore et la faune, et la forêt primaire disparaît rapidement. Un rapport de la Banque centrale assure que dans 25 ans le Chili sera sans forêt primaire. Tout indique, néanmoins, que l’expansion forestière est impossible à arrêter.Malgré les dénonciations relatives à la détérioration environnementale et sociale, malgré la résistance de dizaines de communautés mapuches mais aussi maintenant de pêcheurs et d’agriculteurs, et, au surcroît, malgré les analyses d’organismes publics nationaux qui préviennent des dangers de la poursuite du développement de l’industrie forestière, la quantité de bois disponible aura doublé en 2018 par rapport à ce qu’elle était en 1995, selon ce qu’indique la Corporation du Bois. Cela conduira inéluctablement à ouvrir de nouvelles usines de cellulose. Le Chili externalise une série de coûts (de travail et environnementaux) lui permettant de produire la tonne de cellulose à seulement 222 dollars, contre 344 pour le Canada et 349 pour la Suède et la Finlande. C’est l’unique argument de poids.Trois siècles d’indépendanceIl est impossible de comprendre la réalité actuelle du peuple mapuche sans revenir sur son histoire. A la différence des autres grands peuples du continent, les mapuches parvinrent à imposer leur autonomie et indépendance à la Couronne espagnole durant 260 ans. Ce n’est qu’à la fin du XIXe siècle qu’ils durent se soumettre à l’État indépendant du Chili. Cette notable exception marque l’histoire d’un peuple qui, à beaucoup de points de vue, a accumulé suffisamment de différences avec les autres peuples indigènes pour empêcher que l’on généralise leurs histoires et leurs réalités.On estime qu’à l’arrivée des Espagnols, il y avait un million de mapuches, concentrés surtout en Araucanie (territoire entre Concepción et Valdivia). C’était un peuple de pêcheurs, de chasseurs et de cueilleurs, dont l’alimentation de base était constituée de pommes de terre et de haricots qu’ils cultivaient dans des clairières de forêts, et du pignon de l’araucaria, le gigantesque arbre qui dominait la géographie du sud. Bien que sédentaires, ils ne constituaient pas de villages ; chaque famille avait son autonomie territoriale. L’abondance de ressources sur des terres très riches est ce qui permit l’existence d’« une population très supérieure à ce qu’un système pré-agraire aurait pu approvisionner », soutient José Bengoa, le principal historien du peuple mapuche [4].Cette société de chasseurs-guerriers, où la famille était l’unique institution sociale permanente regroupée autour de caciques ou loncos [dirigeants], était bien différente des sociétés indigènes que trouvèrent les Espagnols en Amérique. Entre 1546 et 1598, les mapuches résistèrent avec succès aux Espagnols. En 1554, Pedro Valdivia, capitaine général de la Conquista, fut vaincu par le cacique Lautaro près de Cañete, fait prisonnier et tué pour « avoir voulu nous réduire en esclavage ».En dépit des épidémies de typhus et de variole, qui emportèrent le tiers de la population mapuche, une seconde et une troisième génération de caciques résistèrent avec succès aux nouvelles attaques des colonisateurs. En 1598, le cours de la guerre changea. La supériorité militaire des mapuches, qui devinrent de grands cavaliers et avaient plus de chevaux que les armées espagnoles, poussa les conquistadores à se mettre sur la défensive. Ils détruisirent toutes les villes espagnoles au sud du fleuve Bío Bío ; parmi lesquelles Valdivia et Villarica, qui ne fut refondée que 283 ans plus tard, après la « pacification de l’Araucanie ».Une paix tendue s’installa à la « frontière ». Le 6 janvier 1641, Espagnols et mapuches se réunirent pour la première fois au Parlement de Quilín : la frontière sur le Bío Bío et l’indépendance mapuche furent reconnues, mais les mapuches devaient laisser prêcher les missionnaires et libérer les prisonniers. Le Parlement de Negrete, en 1726, régula le commerce qui était source de conflits et les mapuches s’engagèrent à défendre la Couronne espagnole contre les créoles.Comment expliquer cette particularité mapuche ? Divers historiens et anthropologues, dont Bengoa, s’accordent à dire que « à la différence des Incas et des Mexicains, qui possédaient des gouvernements centralisés et des divisions politiques internes, les Mapuches possédaient une structure sociale non hiérarchisée. Dans la situation mexicaine et andine, le conquérant frappa le centre du pouvoir politique, et en le conquérant, s’assura le contrôle de l’Empire. Dans le cas mapuche, ce n’était pas possible, étant donné que sa soumission passait par celle de chacune des milliers de familles indépendantes » [5]. Au passage, il faudrait ajouter que la prédominance de cette culture explique aussi l’énorme difficulté que rencontre le mouvement mapuche pour construire des organisation unitaires et représentatives.Vers le 18e siècle, influencée par la Colonie qui avait répandu l’élevage extensif, la société mapuche se transforma en une économie d’élevage commercial qui contrôlait un des territoires les plus étendus possédé par un groupe ethnique en Amérique du Sud : ils étaient étendus jusque dans les pampas et atteignaient ce qui est aujourd’hui la province de Buenos Aires. Cette nouvelle économie renforça le rôle des loncos (caciques) et créa des relations de subordination sociale que les mapuches n’avaient pas connu. « La grande concentration du bétail au profit de quelques loncos et la nécessité de compter sur des dirigeants pour négocier avec le pouvoir colonial, intensifia la hiérarchisation sociale et la centralisation du pouvoir politique », explique l’historien Gabriel Salazar.L’économie minière de la nouvelle République indépendante nécessita, à la suite de la crise de 1857, d’étendre la production agricole. Jusqu’en 1881, date à laquelle les mapuches furent définitivement vaincus, se déchaîna une guerre d’extermination. Après la défaite, les mapuches furent confinés dans des reducciones : les terres qu’ils contrôlaient passèrent de 10 millions d’hectares à un demi million, le reste de leurs terres étant adjugé par l’État à des particuliers. Ils devinrent ainsi des agriculteurs pauvres, forcés de changer leurs coutumes, leurs formes de production et leurs normes juridiques.Une nouvelle réalitéA environ 100 kilomètres au sud de Concepción, le petit village de Cañete est un des noeuds du conflit mapuche : à la Noël 1553, les mapuches détruisirent le fort Tucapel construit par Pedro de Valdivia et exécutèrent ce dernier. Cinq années plus tard, le grand cacique Caupolican fut envoyé au supplice sur la place qui porte aujourd’hui son nom, où s’élèvent d’imposantes figures en bois en hommage de son peuple. Sur cette même place, quelque 200 mapuches et étudiants se rassemblèrent une matinée pluvieuse d’avril pour demander la liberté de José Huenchunao, dirigeant de la Coordination des Communautés en conflit Arauco-Malleco (CAM), détenu depuis des semaines, dans le cadre de l’offensive

déclenchée par l’État qui a conduit en prison les principaux dirigeants de la Coordination, dont Hector Llaitul et José Llanquileo.Quand la marche s’est dissoute, après avoir parcouru cinq pâtés de maisons, entourée d’un important dispositif anti-émeutes, les loncos Jorge et Fernando nous ont emmenés jusqu’à leur communauté. Près de l’un des villages de la zone, dans une espèce de clairière entre les pins, une poignée de maisons précaires forment la communauté Pablo Quintriqueo, « un indigène hispanisé qui vivait dans cette région vers 1800 », explique Mari, assistante sociale mapuche qui vit à Concepción. A la surprise de ceux qui ont visité des communautés andines ou mayas, elle ne comprend que sept familles et s’est formée il y a seulement huit ans ; le petit potager derrière les maisons ne peut ravitailler plus de 30 personnes.Faisant circuler un maté, ils expliquent. Les familles avaient émigré à Concepción et laissé les terrains de leurs ancêtres sur lesquels ils étaient nés et avaient vécu jusqu’à il y a une décennie. Mari s’est mariée avec un huinka (blanc), elle a deux enfants et un bon emploi. Beaucoup de jeunes, comme Hector Llaitul, aujourd’hui emprisonné à Angol, se sont diplômés à l’Université de Concepción et ont ensuite créé des organisations en défense de leurs terres et communautés. Quand les forestiers empiétèrent sur leurs terres, ils y retournèrent pour les défendre. « Ce sont au total 1 600 hectares qui sont l’objet du conflit rien que dans cette communauté », assurent-ils.Il n’est pas simple de comprendre la réalité mapuche. Le lonco Jorge, 35 ans, un des plus jeunes du groupe, donne une piste en signalant que « le projet de restructuration du peuple mapuche passe par la récupération du territoire ». De là on peut déduire que les mapuches vivent une période que d’autres peuples indigènes du continent ont connu il y a un demi-siècle, quand ils s’assurèrent la récupération et le contrôle de terres et de territoires qui leur appartenaient depuis des temps immémoriaux. En second lieu, tout indique que la défaite mapuche est encore trop proche (à peine un siècle) comparée aux trois ou cinq siècles passés depuis l’irruption des Espagnols ou la défaite de Tupac Amaru, selon la chronologie que l’on préfère. La mémoire de la perte de l’indépendance mapuche est encore très fraîche, et cela est peut-être le motif d’une tendance qui se répète dans les conversations : à la différence des aymaras, quechuas et mayas, les mapuches se mettent dans une position de victimes qui, bien que juste, s’avère incommode.José Huenchunao affirme que les communautés vivent une nouvelle situation du fait du désespoir existant. Et il lance un avertissement qui ne semble pas démesuré : « Si cette administration politique, si les acteurs de la société civile ne prennent pas en compte notre situation, les conflits qui étaient isolés vont se reproduire avec plus de force et de manière plus coordonnée. Cela peut être beaucoup plus grave, cela peut avoir un coût beaucoup plus grand pour cette société que de rendre une certaine quantité de terres, qui est le minimum que les communautés réclament. » [6]Pour les Chiliens de « tout en bas », il n’est pas évident que la démocratie électorale ait amélioré leurs vies. « La stratégie politique de la Concertación [Concertation des partis politiques pour la démocratie, ndlr], tout au long de ses seize années de gouvernement, a été tournée vers ’le changement politique et social minimal’ et vers l’extension et l’approfondissement du capitalisme néolibéral dans toutes les sphères de la société. L’administration ‘concertationniste’ a plus gouverné le marché que la société, accentuant ainsi la très mauvaise distribution des revenus, et faisant de la société chilienne - derrière le Brésil - la société la plus inégalitaire du continent latino-américain », assure le politologue Gomez Leytón [7].Mais il y a des symptômes clairs qui montrent que le temps de la Concertación est en train de s’épuiser. Il est possible, de plus, que l’appréciation de Henchunao soit juste. La longue résistance du peuple mapuche non seulement ne s’est pas éteinte, mais elle renaît toujours en dépit de la répression. Néanmoins, ces dernières années, au sud du Bío Bío, les mapuches ne sont pas seuls à résister au modèle néolibéral sauvage. Les pêcheurs artisanaux de Mehuin et les agriculteurs qui voient leurs eaux contaminées ont déjà réalisé diverses protestations. Début mai, les carabiniers ont tué un ouvrier forestier, Rodrigo Cisternas, qui participait à une grève pour l’augmentation des salaires. [8]Ce fait représente peut-être le commencement de la fin de la Concertación. Durant plus de 40 jours, les ouvriers de Bosques Arauco, propriété du Groupe Angelini située dans la région Bío Bío, ont fait une grève à laquelle ont participé trois syndicats représentant 6 000 travailleurs. Comme l’entreprise avait accumulé des profits de 40%, les ouvriers réclamèrent une augmentation des salaires du même pourcentage. Après de longues et inutiles négociations, ils en vinrent à la grève. Ils encerclèrent l’usine où l’entreprise s’était repliée avec ses trois équipes pour faire échouer la grève. « Voyant que les carabiniers s’amusaient à détruire leurs véhicules, les ouvriers se sont défendus en utilisant du gros outillage, c’est alors que les carabiniers ont assassiné par balle un des grévistes et en ont gravement blessé plusieurs autres », déclare un communiqué du Mouvement pour l’Assemblée du Peuple (Movimiento por la Asamblea del Pueblo) [9].Dans les derniers mois, le gouvernement de Michelle Bachelet a ouvert trop de fronts. Au conflit avec le peuple mapuche s’ajoute la protestation estudiantine contre la loi d’éducation qui a provoqué l’année dernière des manifestations de centaines de milliers de jeunes. Au début de cette année a éclaté un conflit non résolu en raison de la restructuration des transports publics à Santiago, puisque la mise en route du Transantiago [10] porte préjudice aux secteurs populaires. S’ajoute à cela la mort d’un ouvrier dans une région chaude. Il est possible que, comme cela a déjà eu lieu dans d’autres pays de la région, la population chilienne ait commencé à tourner la page du néolibéralisme sauvage.La démocratie contre les mapuchesUn ministre de Pinochet se vantait en disant qu’ « au Chili il n’y a pas d’indigènes, il n’y a que des Chiliens ». En conséquence, la dictature édicta des décrets pour mettre fin aux exceptions légales en faveur des mapuches et introduire le concept de propriété individuelle de leurs terres. Mais « priver le peuple mapuche de sa reconnaissance en tant que tel a renforcé l’identité ethnique », signale Gabriel Salazar, récent lauréat du Prix national d’Histoire.Au début des années 80 on a assisté à une « explosion sociale » du peuple mapuche en réponse aux décrets de 1979 qui permirent la division de plus de 460 000 hectares de terres indigènes. « La division - relève Salazar - ne respecte pas les espaces qui ont toujours été considérés communs et qui étaient fondamentaux pour la reproduction matérielle et culturelle du peuple mapuche, comme les zones destinées aux bois, aux pâturages et aux cérémonies religieuses. L’augmentation de la population, jointe à la

réduction de son territoire, ont contribué à ’vider’ les communautés de leurs gens et de leur culture ».La démocratie n’a pas non plus été généreuse avec le peuple mapuche. Si la dictature voulait en finir avec eux, misant sur la conversion d’indiens en paysans, avec le gouvernement de la Concertación (à partir de 1990) de nouvelles attentes firent leur apparition. Le président Patricio Aylwin créa des espaces et donna son appui à une loi qui fut débattue au Parlement. Néanmoins, à la différence de ce qui s’est produit dans d’autres pays du continent, en 1992, le Parlement rejeta la convention 169 de l’Organisation Internationale du Travail (OIT) [11] et la reconnaissance constitutionnelle des mapuches comme peuple, telle que stipulée par les Nations unies.Actuellement, « le monde indigène rural est partie constituante de la pauvreté structurelle du Chili », assure Salazar. En 1960, chaque famille mapuche avait une moyenne de 9,2 hectares alors que l’État soutenait qu’il fallait 50 hectares pour vivre « dignement ». Entre 1979 et 1986, on en était à 5,3 hectares, superficie qui est aujourd’hui de seulement 3 hectares par famille. Sous la dictature, les mapuches ont perdu 200 000 des 300 000 hectares qui leur restaient. L’avancée des entreprises forestières et hydro-électriques sur leurs terres a provoqué une augmentation exponentielle de la pauvreté et de l’émigration.Désespérées, beaucoup de communautés envahissent les terres dont se sont emparées les entreprises forestières, et pour cela sont accusées de « terrorisme ». La Loi antiterroriste de la dictature continue à être appliquée contre les communautés pour incendie de plantations, blocage de routes et désobéissance aux carabiniers. Actuellement il existe des dizaines d’organisations mapuches qui oscillent entre collaboration avec les autorités et l’autonomie militante, et il faut souligner la naissance de nouveau groupes de caractère urbain, en particulier à Santiago, où résident plus de 40% du million de mapuches qui vivent au Chili selon le recensement de 1992.Ressources bibliographiques :— José Bengoa, Historia del pueblo mapuche, LOM, Santiago, 2000.— Juan Carlos Gómez Leytón : “La rebelión de los y las estudiantes secundarios en Chile. Protesta social y política en una sociedad neoliberal triufante", revue OSAL, n°20, Buenos Aires, mai-août 2006.— Alvaro Hilario, Entrevista a Héctor Llaitul, 24 avril 2007.— José Huenchunao, Carta Abierta desde la cárcel de Angol, 21 mars 2007.— Sergio Maureira, Entrevista a José Huenchunao.— Gabriel Salazar, Historia contemporánea de Chile, 5 tomes, LOM, Santiago, 1999.— Observatorio Latinoamericano de Conflictos Ambientales (OLCA), Aproximación crítica al modelo forestal chileno, Santiago, 1999.— Revista Perro MuertoNotes:
[1] [NDLR] La dictature a réorganisé le Chili en 12+1 regiónes, des sous divisions administratives. Santiago, la capitale, est une région à part entière : la región metropolitana.[2] Entretien avec Héctor Llaitul.[3] Lettre de José Huenchunao depuis la prison.[4] José Bengoa, Historia del pueblo mapuche.[5] Idem, p. 41.[6] Entretien avec José Huenchunao.[7] Juan Carlos Gómez Leytón, ob. cit.[8] [NDLR] Lire à ce Rodrigo Sáez, Marisol Facuse, Répression du mouvement social au Chili : « Arauco tiene una pena », RISAL, 25 mai 2007 : http://risal.collectifs.net/spip.ph....[9] Communiqué du 5 mai 2007 sur www.piensachile.com.[10] [NDLR] Lire à ce sujet Antoine Casgrain, Santiago a le mal des transports, RISAL, 18 juin 2007 : http://risal.collectifs.net/spip.ph....[11] [NDLR] La Convention 169 de l’Organisation internationale du travail ou Convention relative aux peuples indigènes et tribaux est le seul instrument légal adopté par la communauté internationale pour protéger les droits des peuples indigènes et tribaux. Elle établit des lignes directrices pour favoriser une approche participative en matière de prise de décisions, favorisant ainsi l’autodétermination de tout peuple indigène, tout en fixant des buts, des priorités et des normes minimales.
En cas de reproduction de cet article, veuillez indiquer les informations ci-dessous: Source : IRC Programa de las Américas (http://www.ircamericas.org), mai 2007.Traduction : Gérard Jugant et Fausto Giudice, membres de Tlaxcala (http://www.tlaxcala.es/), le réseau de traducteurs pour la diversité linguistique. Traduction revue par l’équipe du RISAL.GLOSSAIRE

Aylwin, Patricio
Patricio Aylwin, homme politique chilien, démocrate-chrétien. Il fut président du Chili de 1990 à 1994, après la dictature, pour le Concertación.

Banque Interaméricaine de Développement (BID)
Institution financière régionale créée en 1959 pour promouvoir le développement économique et social de l’Amérique latine et des Caraïbes. Elle compte 46 membres : 26 d’Amérique latine et des Caraïbes, les Etats-Unis, le Canada et 18 pays extrarégionaux. Sa plus grande autorité est l’Assemblée de gouverneurs formée des ministres des Finances de chaque pays.
Le pouvoir de vote est déterminé par les actions de chacun : l’Amérique latine et les Caraïbes, 50 % ; les Etats-Unis, 30 % ; le Canada, 4 % ; l’Argentine et le Mexique ont la même quantité d’actions que les Etats-Unis. Entre 1961 et 2002, la BID a accordé des prêts à hauteur de 18,823 milliards de dollars : 51 % à des projets énergétiques, 46 % au transport terrestre et 3 % aux télécommunications, au transport maritime, fluvial et aérien. Le Brésil a obtenu 33 % des ressources.

Cacique
Le terme "cacique" désigne, en ce qui nous concerne , le notable, chef, leader, détenteur du pouvoir d’un communauté et / ou d’un peuple indien.

Concertation des partis politiques pour la démocratie
La Concertación de Partidos por la Democracia (CPD) est la coalition démocrate chrétienne et socialiste qui dirige le Chili depuis la fin de la dictature. Ladite CPD, ou Concertación, a d’abord réuni 17 partis autour de Patricio Aylwin, démocrate-chrétien, du Partido Demócrata Cristiano (DC), qui remporta les élections de 1989. Eduardo Frei, du même

parti, lui succéda en 1993, puis ce fut le tour du président Ricardo Lagos, Partido Socialista de Chile (PS) et ancien ministre sous les précédents mandats, d’accéder à la présidence en 2000. Depuis mars 2006, C’est Michelle Bachelet qui préside le pays. La CPD est actuellement formée des organisations suivantes : le Parti socialiste du Chili, le Parti pour la démocratie (PPD), le Parti radical social démocrate, le Parti démocrate-chrétien.

Pampa

La Pampa est une vaste plaine qui s’étend sur une superficie de 650 000 km². Elle ne présente pas de relief sensible et les eaux de pluie se concentrent dans de vastes zones déprimées. Limitée au nord par la région du Chaco, à l’est par le Rio Parana, au sud par le Rio Colorado et à l’ouest par les Andes, c’est une zone où règne une intense activité agricole et d’élevage. C’est également le pays des Gauchos. Sa partie orientale est nommée Pampa humide et sa partie occidentale Pampa sèche. Buenos Aires, capitale de l’Argentine, se trouve dans cette région.

Túpac Amaru

| Réseau d'information et de solidarité avec l'Amérique latine |
http://risal.collectifs.net/spip.php?article2322